

Développements macroéconomiques récents

La croissance économique a ralenti, passant de 3,6 % au cours de l'exercice 2019/20 à 3,3 % au cours de l'exercice 2020/21. La croissance a été soutenue, du côté de l'offre, par les bonnes performances de la construction, des communications et de l'agriculture et, du côté de la demande, par la consommation privée et publique et l'investissement public (de nombreux projets de protection sociale et de services). Cependant, le secteur du tourisme et de la fabrication a souffert des mesures COVID-19. L'inflation, inférieure à l'objectif de 7 % fixé par la Banque centrale pour l'exercice 2021/2022, a permis à la politique monétaire de soutenir la reprise. Le déficit budgétaire s'est réduit à 6,7 % en 2021, contre 7 % en 2020, en raison d'une baisse des paiements d'intérêts, ce qui a conduit à un excédent primaire de 0,9 % du PIB. La dette publique a augmenté pour atteindre 92 % du PIB en 2021, contre 87,9 % en 2020, reflétant la réponse budgétaire à la crise. L'Égypte a reçu la troisième allocation de DTS la plus élevée d'Afrique, soit 2,8 milliards USD, qui ont été ajoutés à ses réserves de change dont le montant s'élevait à 41 milliards USD (soit l'équivalent de 6 mois de couverture des importations) à la fin de l'exercice 2020/21. Le déficit des comptes courants s'est creusé pour atteindre 4,6 % du PIB en 2021, contre 3,1 % en 2020, du fait de la baisse des recettes du tourisme et du recul du commerce mondial. Au cours des trois dernières années, l'Égypte a été le plus grand bénéficiaire de l'IDE en Afrique avec des entrées nettes de 5,2 milliards USD au cours de l'exercice 2020/21. Le système bancaire est resté liquide, rentable et bien capitalisé, avec un ratio d'adéquation des fonds propres estimé à 24,7 % en septembre 2021. En juin 2021, les prêts non productifs sont estimés à 3,5 % du total des prêts. L'extrême pauvreté a légèrement diminué, passant de 4,5 % en 2020 à 4,4 % en 2021, et en juin 2021 le taux de chômage est estimé à 7,4 %.

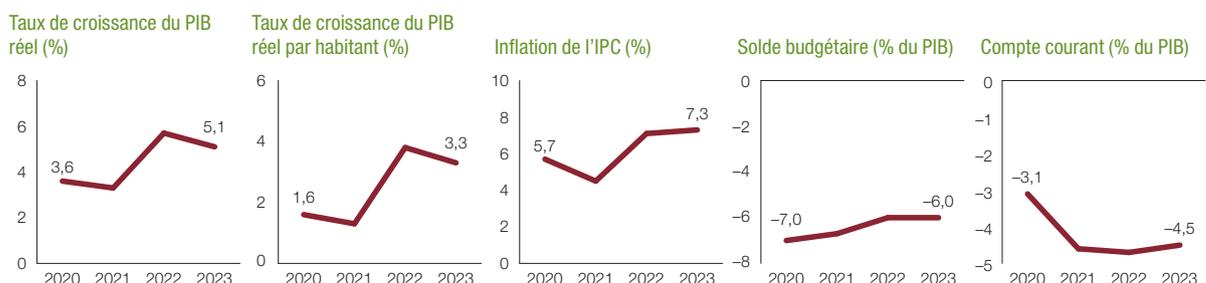
Perspectives et risques

Étant donné sa résilience face à la crise depuis 2020, l'économie égyptienne présente des perspectives favorables particulièrement avec l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre la deuxième phase de réformes structurelles,

annoncée en mai 2021. La croissance devrait rebondir pour atteindre 5,7 % en 2022 et 5,1 % en 2023. Les prix internationaux des denrées alimentaires devraient augmenter en 2022, entraînant une inflation de 7,1 % en 2022 et de 7,3 % en 2023, sous l'effet de la crise Russie-Ukraine. Le déficit budgétaire devrait diminuer pour atteindre 6 % du PIB en 2022 et en 2023, grâce à l'engagement des autorités à revenir à l'excédent primaire de 2 % du PIB d'avant la crise. Le déficit du compte courant devrait rester autour de 4,5–4,7 % du PIB en 2022 et en 2023 grâce au niveau élevé attendu des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. L'Égypte devrait mobiliser les ressources nécessaires pour protéger le pouvoir d'achat des populations vulnérables et améliorer le ciblage des programmes de protection sociale. En outre, l'Égypte devrait accélérer les réformes ce qui pourrait avoir un effet catalyseur sur le développement privé.

Changement climatique et options de politiques publiques

Pays aride et soumis à un stress hydrique, l'Égypte est très vulnérable au changement climatique. Classée 120^e dans l'IRC 2021, elle a cependant réduit ses émissions de CO₂ par habitant ces dernières années. Les secteurs égyptiens les plus sensibles sont ceux de l'eau et de l'agriculture. Ce dernier secteur est essentiel, puisqu'il fournit des moyens de subsistance à 55 % de la population, emploie 23,3 % de la main-d'œuvre et représente 22 % des importations de biens en 2019. L'amélioration de la gestion des ressources en eau est donc cruciale. L'énergie, les transports, les déchets et l'industrie sont également au cœur des mesures d'atténuation des risques et de l'engagement du gouvernement dans sa stratégie nationale sur l'économie verte lancée en 2016. Le gouvernement s'est engagé à porter la part des ER à 42 % d'ici 2035. Soumise en 2017, la CDN de l'Égypte est conditionnée à l'obtention d'un financement international de 73 milliards USD pour la période 2020–2030, et bien qu'elle ne comprenne pas d'objectifs quantifiés ou de plans spécifiques de réduction des émissions, elle est soutenue par la Stratégie nationale pour le climat 2050, lancée en novembre 2021. L'Égypte devrait profiter du fait qu'elle accueillera la COP27 en 2022 pour mobiliser des ressources en faveur de la résilience climatique.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.